

2. Y a-t-il un ministère du gouvernement qui poursuit des travaux de recherche dans le domaine des insecticides biologiques et, dans l'affirmative, quel ministère et selon quelles modalités et conditions?

3. Depuis combien de temps peut-on obtenir du gouvernement des insecticides biologiques?

4. A-t-on fait des enquêtes sur les dangers que peut présenter l'emploi de ces insecticides?

(Le document est déposé.)

LE COMITÉ CONSULTATIF DE RECHERCHE SPATIALE

Question n° 1001—**M. Orlikow**:

A-t-on institué un comité interministériel pour conseiller le gouvernement en matière de recherche spatiale et, dans l'affirmative, quel est son mandat et qui en sont les membres?

(Le document est déposé.)

QUESTIONS ORALES

LES RESSOURCES

LA COORDINATION DES POLITIQUES ÉNERGÉTIQUES ET MINÉRALES CANADO-AMÉRICAINES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Normalement, monsieur l'Orateur, j'adresserais ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais, comme il est absent, je la pose au premier ministre suppléant. Étant donné que les États-Unis ont exprimé leur inquiétude au sujet de la diminution de leurs ressources minérales, le gouvernement américain ou un de ses représentants a-t-il fait des ouvertures ou entamé des discussions afin de conclure une entente générale englobant les ressources énergétiques et minérales du Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Comme le député le sait, monsieur l'Orateur, lorsque le premier ministre a rencontré le président au début de l'année dernière, ils ont annoncé que le Canada et les États-Unis auraient des entretiens dans le domaine de l'énergie. Ces entretiens n'ont pas été poussés tellement loin. Nous avons eu récemment des discussions au sujet du pétrole et, dans ce contexte, on a examiné la coordination des politiques générales des deux pays. On en est resté là.

L'hon. M. Lambert: A-t-on alors présenté des instances au gouvernement au sujet des autres ressources minières?

[M. Nesbitt.]

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Les discussions avaient trait au pétrole et à l'énergie plutôt qu'aux minéraux.

L'hon. M. Lambert: Je voudrais poser une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous dire si lui-même ou des fonctionnaires de son ministère ont demandé des exemplaires de la déclaration émanant de Washington en fin de semaine au sujet des ressources minières aux États-Unis et de la nécessité d'une politique continentale?

L'hon. M. Sharp: Nous espérons qu'on nous fera connaître la politique officielle des États-Unis. S'il nous fallait réclamer la présentation de toutes les déclarations faites dernièrement ici et là au nom du gouvernement, nous serions débordés, mais nous suivons la situation de près.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre suppléant s'il est vrai qu'aucun représentant du gouvernement des États-Unis n'a présenté de mémoire par écrit sur une éventuelle politique énergétique globale et que les consultations pertinentes ont toutes eu lieu verbalement, lors de ces réunions?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne voudrais induire en erreur ni la Chambre ni le député. Certaines choses ont été mises sur papier, mais non pas sous forme de mémoire du gouvernement des États-Unis à l'adresse du gouvernement du Canada; cependant, il y a eu des échanges d'opinions, dont une partie a été rédigée sous forme de projets de déclarations qui auraient pu être faites par le gouvernement des États-Unis. Ces opinions ont été discutées de temps à autre, mais elles n'ont pas officiellement été proposées au gouvernement canadien.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre suppléant s'il y a eu des entretiens sur l'exportation éventuelle d'eau aux États-Unis?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Le sujet de l'eau était spécifiquement exclu des entretiens qui ont eu lieu.

QUESTIONS OUVRIÈRES

TORONTO—LES MISES À PIED À LA DUNLOP CANADA—DEMANDE CONCERNANT UNE MESURE LÉGISLATIVE ET DES EMPLOIS

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné